

Lundi, à 23h00 Canal+ Magazine. "Lundi investigation". "Escadrons de la mort : l'école française".

L'autre "French connection"

De l'Occupation à la guerre d'Algérie, les militaires français se sont fait une spécialité des interrogatoires et de la torture. Ce que l'on sait moins, c'est qu'ils ont aussi exporté leur « talent ».

On a rarement vu défilé à l'écran autant d'assassins, de tortionnaires et de complices que dans cette émission sur la *French connection* du crime politique. On croyait tout savoir sur les pratiques des régimes militaires qui se sont mis en place en Amérique latine, sous la houlette bienveillante de Washington, dans les années 70. On savait que quelques officiers félons français avaient prêté main-forte aux tortionnaires d'Argentine, du Brésil, du Chili et des Etats-Unis. Mais on ignorait généralement que le rôle des militaires français fut aussi important que le révèle ce documentaire, et surtout que, dans une certaine mesure, la France officielle a été, au plus haut niveau, directement complice de ces agissements.

C'était l'époque où la guerre froide et la lutte contre le communisme servaient de justification pour les pires crimes de guerre et aussi pour des crimes contre l'humanité, commis au nom de la défense de l'Occident. Les grands bains de sang du monde libre s'appelaient alors Algérie, Indonésie, Cameroun, Vietnam, auxquels s'ajouteront ensuite les pays du cône sud de l'Amérique latine. Quelques colonels français ont tiré de leur expérience en Indochine et en Algérie une théorie simpliste dite de « la guerre subversive » qui a attiré l'attention des écoles de guerre d'Amérique du Nord et du Sud. En fait, la théorie se résumait à peu de choses, et tout ce qui intéressait les militaires du monde occidental, c'était la pratique. Les Français la connaissaient depuis l'Occupation : c'est la collecte du renseignement à l'aide d'interrogatoires sous la torture. En Algérie, les Français ont ajouté à cette recette de la Gestapo deux améliorations techniques : le quadrillage de la population, et la « disparition » de ceux qui avaient été interrogés et torturés. Il s'agissait, en réalité, d'une guerre menée par un pouvoir militaire contre la population civile, pour la dissuader, par la terreur, de soutenir un mouvement de rébellion ou de libération nationale.

La soi-disant « bataille d'Alger » était avant tout une longue opération de police, se résumant à



La torture figurait au programme de formation du camp militaire de Niteroi, au Brésil, en 1969.

une suite de rafles suivies de tortures et de meurtres. Le plus gros de la « bataille » se déroulait dans les caves où des militaires français faisaient subir d'innombrables sévices à des hommes et à des femmes enchaînés. C'est cette méthode qui a valu aux tortionnaires français une renommée internationale. Les militaires sud-américains l'ont utilisée massivement jusque dans les années 80. Ce sont les Argentins qui se montrèrent les plus friands des « compétences » françaises en la matière. Ils ont appliqué à grande échelle la méthode des « disparitions » pratiquée à Alger par les militaires, qui jetaient à la mer, du haut d'un hélicoptère, ceux qui avaient survécu aux séances de torture. Les officiers de la marine argentine, piliers du régime militaire, ont déchargé au-dessus de la mer plusieurs milliers de leurs victimes, préalablement torturées à l'École mécanique de la Marine de Buenos Aires. Quant à l'armée américaine, elle s'est fondée sur la très vague théorie de la guerre subversive du colonel Trinquier pour procéder à l'assassinat méthodique et préventif de 20 000 Sud-Vietnamiens, notables locaux ou simples civils disposant d'un certain niveau d'instruction, et qui étaient donc susceptibles de fournir des cadres à la rébellion. Le Pentagone a appelé cela « l'opération Phoenix ». Personne n'a jamais demandé de comptes aux responsables de ce crime contre l'humanité.

Le plus stupéfiant, c'est que le gouvernement de Paris a prêté ses tortionnaires, dès le début des années 60, à l'Argentine, au Brésil et aux Etats-Unis, avec des accords en bonne et due forme, pour qu'ils y enseignent leur savoir-faire acquis en Algérie ! Et voici que ces mêmes hommes, toujours impunis, satisfaits d'eux-mêmes, ne regrettant rien et prêts à recommencer, viennent étaler en public leur passé nauséabond, alors que leur cas relèverait aujourd'hui, s'il y avait rétroactivité, du Tribunal pénal international.

■ François Schlosser

Réalisation : Marie-Monique Robin.

Production : Idéale Audience / Canal+

Argentine : la fin de l'impunité

Si les démarches entreprises par l'actuel gouvernement de Buenos Aires pour abolir les lois qui confèrent l'amnistie aux responsables des crimes de l'ancien régime militaire aboutissent, il n'est pas exclu que des juges argentins demandent un jour l'extradition de certains des « spé-

cialistes » français qui ont enseigné la torture aux militaires argentins. Avant d'accueillir les résidus de l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie, l'Argentine avait reçu après la Seconde Guerre mondiale les plus grands criminels nazis - Eichmann, Mengele, Barbie - ainsi que des milliers d'an-

ciens SS et de fascistes croates, mis à l'abri grâce aux filières du Vatican. Il semble que le peuple argentin souhaite aujourd'hui que la vérité soit faite et que le pays cesse d'être un havre d'impunité pour l'internationale noire des criminels d'extrême droite.

■ F. S.



Le peuple argentin souhaite que la vérité soit faite.